Une première réaction à la présentation des nouveaux programmes sur le site Aggiornamento histoire-géographie

Rédacteur/rice : Laurence De Cock et Vincent Capdepuy

Perfectibles, les projets de programmes rendus publics au mois d'avril l'étaient sans aucun doute. Nous avions exprimé notre satisfecit de voir qu'une certaine souplesse avait été introduite, par le choix laissé aux enseignants, par une relative limitation des thèmes rompant avec un encyclopédisme (sur)plombant, et par des approches ouvertes – même de manière limitée – au monde. Forts de cette première encourageante étape, nous avons joué le jeu du débat politique et médiatique, enchaînant auditions, interviews et participation aux mises en scène de la négociation. A Michel Hagnerelle, Doyen de l'Inspection générale, nous avions fait part, dès le mois de mai, de notre satisfaction et de la nécessité de ne pas fermer cette opportunité par la publication de ressources trop contraignantes. Ces projets de programmes permettaient d'encourager une véritable capacité d'agir pour les collègues ; ils étaient l'occasion de repenser aussi la fonction d'Inspection par un travail coopératif entre l'enseignant-prescripteur et l'Inspecteur.

Nous avons également participé le 3 juin dernier au forum organisé en Sorbonne sur ces programmes, au cours duquel nous avons rappelé l'importance de cette confiance à accorder aux enseignants et la saveur de programmes encourageant la créativité, l'invention et la possibilité d'adaptation à des besoins et enjeux plus localisés.

Ce n'est rien de dire que nos arguments majoritairement professionnels ne furent pas du goût des défenseurs de l'ordre et de la normativité. Que n'a-t-on entendu – y compris dans les très hautes sphères du pouvoir- sur le besoin de « cadrage » des enseignants, sur leur volonté d'être « guidés », voire « rassurés ». Pauvres petits enseignants indignes d'être responsabilisés ailleurs que dans le choix des manuels et de la couleur des cahiers d'élèves… Oui, il fallait prendre un risque, quitte à bousculer les routines et allants-de-soi. C'était vraisemblablement trop de témérité réclamée à un gouvernement prétendument progressiste.

Il était apparemment tout autant insensé d'imaginer un programme qui ne ferait pas de la France, puis de l'Europe, son point focal, prenant acte simplement non seulement des acquis de l'historiographie récente, mais aussi des changements du monde. Là encore, quelle magnifique levée de boucliers que cette alliance entre Le Figaro et Marianne pour dénoncer de concert la repentance, la chute prochaine de la civilisation, voire la victoire de la barbarie. Comme tout cela a volé haut…Comme tout cela a réveillé les plus nauséabondes des angoisses des porte-paroles de la soi-disant crise identitaire. Un gouvernement progressiste en aurait normalement souri. Il s'en serait même félicité car quelle plus belle récompense en effet que d'être fustigé par les courant réactionnaires ? Mais le nôtre a préféré en frémir d'angoisse et mettre au pas un CSP dont les récentes tribulations n'augurent rien de bon quant à son indépendance par rapport au politique[2]. Le nôtre de gouvernement a donc préféré s'entendre avec des intellectuels qui n'ont jamais croisé d'élèves ailleurs que dans les pages de journaux sur les « violences urbaines » et les minutes de silence non respectées. Il leur a déroulé le tapis rouge qui permet d'affirmer ainsi, toute honte bue, d'« avoir écouté toutes les critiques ». Toutes les critiques vraiment ? La critique ne serait-elle donc que négative ? Voilà qui augure assez mal de la centralité de la place accordée à l'apprentissage de l'esprit critique dans les nouveaux programmes.

La nouvelle mouture des programmes a donc été refondue en effet, mais dans un sens qui n'est pas le nôtre mais celui des revendications conservatrices et réactionnaires dont l'APHG s'est faite le héraut et Pierre Nora le crieur public. De reculade en reculade, du brouillon de janvier à la version définitive de septembre, ces programmes ont perdu toute leur fraîcheur. Le schéma d'ensemble reste la reproduction du roman national, du CM1 au CM2, et du roman civilisationnel, de la sixième

à la troisième. De la liberté de choisir des thèmes, il ne reste rien.

Le programme de CM1, un des plus remaniés, a été outrageusement surchargé, pour réduire à peau de chagrin les temps anciens, au profit de Clovis, de Henri IV et de Napoléon Bonaparte, qui renforcent la logique d'héroïsation. En CM2, la colonisation est reléguée dans la rubrique des commentaires, les migrations économiques au XXe siècle ont en revanche totalement disparu. Le message idéologique est on ne peut plus clair, rien ne doit troubler une conscience nationale enracinée et fermée sur l'extérieur.

On se félicite en revanche de la réintroduction de la longue histoire des migrations antiques en sixième, unique niveau où est abordée l'histoire de l'humanité. En cinquième, le thème 1, relativement novateur, a été profondément remanié au détriment du décentrement. L'espace méditerranéen cède la place à une logique de clivage et d'interface, Chrétienté / Islam, Occident / Orient. L'expression « grandes découvertes » critiquée depuis longtemps par les historiens accentue encore l'européo-centrisme.

En quatrième, les lumières ré-illuminent ce monde qui n'est plus « dominé par l'Europe » (quel sacrilège) que dans les commentaires. En troisième, les programmes sont restaurés dans leur plus grand classicisme[3].

Vous souhaitiez de l'allègement ? Nous vous proposons tout l'inverse !

Et pire encore, tel un magnifique gage donné aux propriétaires de l'identité nationale, le préambule de ce beau gâchis ose affirmer que la « richesse » (sic) et la complexité de l'histoire de France[4] sera désormais le « fil directeur » (resic) pour étudier l'histoire de l'Europe et du monde. Pour simple rappel, les programmes actuels avaient au moins le mérite de préciser que « L'histoire nationale ne constitue plus un passage obligé pour l'ouverture sur l'histoire de l'Europe et du monde ».

Tout ça pour ça donc…

Mais soyons honnêtes, nous n'y avons jamais vraiment cru. Au moins aurons nous installé dans les débats publics d'autres pistes pour enseigner l'histoire. A défaut d'être relayés et soutenus par les décideurs, gageons que certains collègues y auront prêté l'oreille.

[1] http://aggiornamento.hypotheses.org/2743

[2] Voir le courrier d'Annick Genevard qui, lors de sa démission (dont nous ne minimisons pas les motivations électoralistes), s'interroge légitimement sur le poids du ministère dans le CSP statutairement indépendant.

[3] On appréciera au passage – et les félicitations sont sincères – le travail d'orfèvrerie des commentaires dont on mesure la pesée de chacun de mots en terrain miné. Si le résultat est parfois remarquable, il laisse place toutefois à certaines formulations qui, à force de compromis, rendent la transcription pédagogique excessivement compliquée, à l'instar de cette phrase : « L'étude des échanges liés au développement de l'économie de plantation dans les colonies amène à interroger des rivalités entre puissances européennes, l'enrichissement de la façade atlantique, le développement de la traite atlantique en lien avec les traites négrières en Afrique et l'esclavage dans les colonies » pour traiter d'un thème intitulé désormais : « Bourgeoisies marchandes, négoces internationaux et traites négrières au XVIIIème siècle ».

[4] Nous prenant sans doute un peu pour des imbéciles, le CSP a préféré la terminologie « histoire de France » à « histoire nationale ». Naturellement, ça change tout.